

*Le budget—M. L'Heureux*

de redonner confiance aux industriels et aux hommes d'affaires. Nous comptons sur leurs investissements pour la création de nouveaux emplois.

Monsieur l'Orateur, une grande partie de ma circonscription est industrielle: Boucherville, Saint-Bruno et Saint-Hubert, Chambly et Beloeil ont des parcs industriels bien structurés. Par exemple, Boucherville, Saint-Bruno et Saint-Hubert se sont entendus pour tirer avantage des nouvelles mesures présentées par le ministre de l'Industrie et du Commerce du Québec, M. Saint-Pierre, qui met des fonds à la disposition de ces villes pour leur aider à payer des commissaires compétents et à intéresser d'autres industries à venir s'installer chez eux.

Le ministère de l'Expansion économique régionale a versé jusqu'à maintenant plusieurs millions de dollars dans ma circonscription, et j'entendais récemment le nouveau titulaire de ce ministère (M. Jamieson) dire que l'on procédera à une révision de ces programmes et que l'on consentira des avantages encore plus substantiels à la petite et à la grande industrie.

Une autre partie de ma circonscription possède des industries lourdes. Ce pourrait être, monsieur l'Orateur, la Ruhr du Canada si seulement le gouvernement consentait à installer des quais en eau profonde sur la rive sud, en l'occurrence à Varennes et à Contrecoeur. J'ai fait des instances pour que le port de Montréal «dérive» sur la rive sud, mais sans résultat. Les fonctionnaires bafouillent. Une journée, on dit oui, le lendemain, c'est non, et les discussions durent depuis 15 ans. J'en ai assez de ces balivernes. Je demande au ministre de donner une réponse affirmative pour que s'établissent des industries comme la Gulf Oil Limited à Varennes et d'autres, comme The Steel Co. of Canada Ltd. et la Dosco Steel Division, Dominion Steel and Coal Corporation Limited, à Contrecoeur, qui emploient des milliers de personnes. Il faut passer à l'action.

L'économie de la rive sud, monsieur l'Orateur,—et plus particulièrement celle de ma circonscription—est en jeu. Plusieurs industries lourdes n'attendent que la permission pour procéder à l'expansion prévue. On veut venir s'installer à Varennes et à Contrecoeur. L'industrie lourde, c'est naturel, recherche ces lieux, et l'importance de construire des quais à ces endroits est primordiale.

Je suggère que l'on procède sans passer par le port de Montréal, qui a trop de problèmes à résoudre. Encore une fois, je demande au ministre d'analyser cette situation, afin que l'on prenne une décision sans plus tarder, car sans cela, la rive sud continuera à être désavantagée.

Je suis heureux de constater que, dans le discours du trône, on mentionnait que la question des grains de provende serait réglée au cours de cette session. Bravo! Il faudrait continuer à faire bénéficier aussi l'industrie laitière d'une politique dynamique, afin d'assurer aux agriculteurs un revenu juste et équitable.

Je veux aussi féliciter le ministre d'État chargé des Affaires urbaines (M. Basford), responsable de la Société centrale d'hypothèques et de logement, d'avoir donné des possibilités nouvelles tant aux jeunes qu'aux moins jeunes, celles d'avoir leur «home», de venir s'installer dans ma circonscription qui est le dortoir naturel de la ville de Montréal.

Il existe des développements extraordinaires chez nous. Des promoteurs et des contracteurs sérieux aident à développer ce coin de terre devenu merveilleux grâce aux nouvelles installations que j'ai mentionnées tout à l'heure.

[M. L'Heureux.]

Dans ma circonscription, il y a aussi une section du canal de Chambly qui, depuis le mois de juin dernier, est passée de l'administration du ministère des Transports à celle de la Direction des parcs nationaux du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. Ce canal, qui a été construit au milieu du siècle dernier, se trouve présentement dans un état lamentable, en plus de nuire considérablement à l'évolution normale de la région de Chambly. Les ponts démodés qui ont été construits pour les voitures à traction animale auraient dû être remplacés depuis de nombreuses années afin de se conformer aux normes minimales acceptables pour le trafic routier moderne.

La construction du dédale qui sert de détour à la route 1, qui est présentement fermée à la circulation, a été rendue nécessaire à cause du canal. La rivière Richelieu, dont les eaux atteignent un niveau critique depuis les trois dernières années, menace de créer une situation qui peut s'avérer catastrophique ce printemps. Et malgré ces besoins urgents, parmi tant d'autres, divers journaux du pays se sont littéralement scandalisés des crédits dépensés au Québec par le gouvernement fédéral.

Je ne demande pas un traitement de faveur pour la circonscription de Chambly, mais simplement l'exécution de travaux qui ont été trop longtemps retardés, et qui sont de toute nécessité, si l'on entend permettre à cette région de connaître un développement économique normal.

Enfin, monsieur l'Orateur, je demande au ministre en cause de faire un relevé des crédits budgétaires, affectés aux canaux du Canada. Il constatera que le canal de Chambly n'a reçu, depuis 20 ans, que de maigres pitances à comparer au canal Trent et au canal Rideau. Chambly, endroit historique, à cause de son fort et de ses monuments, a une vocation touristique particulière. Au fait, les Américains empruntent le canal en venant de New York, s'arrêtant à la marina de Chambly, descendant le Richelieu vers Beloeil, où, là aussi, il y a une marina. Ces marinas ont probablement bénéficié d'aide, car l'industrie touristique est nécessaire et importante pour notre pays. Et ce coin de terre magnifique pourrait en profiter, si ces marinas recevaient de l'aide. Mais jusqu'à ce jour, il s'agit d'organisations bénévoles, qui sont encore vivantes, mais qu'il ne faudra pas décourager et qui ne se foutent pas, je crois, de l'aide précieuse qu'elles pourraient obtenir et qui serait à l'avantage de toute la région.

J'espère que le ministre prendra ces revendications en sérieuse considération. Il peut compter que je reviendrai à la charge pour obtenir justice pour cette région.

Actuellement, une étude, entreprise conjointement par les gouvernements provincial et fédéral, vise à assainir la rivière Richelieu et d'y faire se déverser le canal de Chambly, que je mentionnais tout à l'heure, dans lequel les ponts démodés menacent de s'effondrer. Mais cette étude avance à pas de tortue. Il y a trois ingénieurs du gouvernement provincial et trois du gouvernement fédéral qui sont préposés à cette étude. J'ai entendu dire, dernièrement, que deux démissionnaient pour aller occuper d'autres postes. A mon avis, il faudrait confier cette tâche à un groupe d'étude indépendant, car cette question est tellement importante qu'il faudrait prendre des décisions sans délai, afin de faire justice à cette région, qui connaît un certain malaise et certains problèmes, et je demande au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (M. Chrétien) et au gouvernement de la province de Québec de remettre cette étude en marche après l'avoir confiée à un entreprise indépendante.